



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement
Lorraine

Epinal, le 15 janvier 2015

Unité Territoriale des Vosges

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Société PAVAFRANCE sise à GOLBEY

--	--	--

Par transmissions, Monsieur le Préfet a adressé à l'inspection des installations classées copie des courriers suivants :

- courrier du 13 juillet 2012 par lequel la société PAVAFRANCE porte à la connaissance de l'administration les améliorations apportées aux procédés en privilégiant le choix de technologies environnementales plus performantes, complété par un courrier du 18 avril 2014 ;
- courrier du 11 mars 2014 par lequel la société PAVAFRANCE sollicite une dérogation aux prescriptions de mesures des composés organiques volatiles à phrase de risque R45, R46, R49, R60, R61, R40 et R68, complété par un courrier du 23 septembre 2014 ;
- courrier du 23 avril 2014 par lequel la société PAVAFRANCE sollicite une modification de l'article 6.2 de son arrêté préfectoral n° 233/2012 du 29 février 2012.

1 SITUATION ADMINISTRATIVE

La société PAVAFRANCE est autorisée par arrêté préfectoral n° 233/2012 du 29 février 2012 à exploiter une installation de production de panneaux isolants en fibres de bois sur le territoire de la commune de GOLBEY.

L'usine est implantée au Nord du territoire de la commune de GOLBEY (88), à côté de la société NORSKE SKOG.

La société est spécialisée dans la production de panneaux en fibres de bois pour l'isolation interne et externe des bâtiments. Les panneaux produits sont constitués de bois, d'adjuvants (ignifuge, hydrofuge, enzymes, ...) et de colle. L'usine est pourvue, entre autre, d'équipements de traitement et de travail du bois, d'une ligne de presse et de zones de stockage des panneaux isolants.

2 PRESENTATION DE LA DEMANDE

La société PAVAFRANCE sollicite une demande de modification de l'arrêté préfectoral susvisé portant sur les points suivants :

- la modification et l'amélioration des installations,
- la diminution de la fréquence d'analyse des rejets atmosphériques,
- la modification des COV analysés,
- la modification des valeurs limites de bruit en période de nuit.

2.1 Les modifications et les améliorations des installations

Les modifications apportées sur les installations portent sur les points suivants :

- la rehausse des équipements extérieurs et du silo,
- la suppression de la toiture du silo,
- le déplacement de la cuve de GPL,
- l'augmentation du volume de stockage de MDI,
- le choix d'un stockage en cuve pour l'activateur en substitution d'un stockage en big bag,
- le déplacement, l'ajout de cheminées et de dispositifs de dépoussiérage (filtre laveur, filtre),
- la création de surface de voirie supplémentaire.

La société PAVAFRANCE précise également dans sa demande, que les modifications apportées n'entraînent pas de danger nouveau sur son site mais entraînent des évolutions au niveau des rejets aqueux et atmosphériques.

2.2 La diminution de la fréquence d'analyse des rejets atmosphériques

La société PAVAFRANCE demande la réduction du nombre de contrôles annuels des rejets atmosphériques. Elle souhaite passer à deux analyses par an, au lieu de quatre, pour les raisons suivantes :

- le process de fabrication n'emploie pas à des fins de production de substances citées dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ;
- les résultats des deux campagnes d'analyses ne dépassent pas 15 kg/h le flux maximal de COVNM et ne dépassent pas 2 kg/h le flux maximal des COV à phrase de risque ;
- les dépenses importantes occasionnées par les analyses. Les analyses ont été demandées selon des hypothèses majorantes lors de l'instruction de la demande d'autorisation ayant abouti à l'arrêté préfectoral n°233/2012 du 29 février 2012.

2.3 La modification des COV analysés

L'article 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 233/2012 du 29 février 2012, impose à la société PAVAFRANCE de réaliser un contrôle (concentration et flux) des COV à phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 et des COV à phrases de risque R40 ou R68 selon l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

La société PAVAFRANCE souhaite réduire le nombre de COV à analyser au COV présent et détecté sur son site pour les raisons suivantes :

- le process de fabrication n'emploie pas à des fins de production de substances citées dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ;
- les dépenses importantes occasionnées par les analyses. Les analyses ont été demandées selon des hypothèses majorantes lors de l'instruction de la demande d'autorisation ayant abouti à l'arrêté préfectoral n° 233/2012 du 29 février 2012.

2.4 La modification des valeurs limites de bruit en période de nuit

L'article 6.2 de l'arrêté préfectoral n° 233/2012 du 29 février 2012 prescrit la valeur limite de 60 dB(A) en période de nuit en limite de propriété. Or le bruit résiduel au niveau de la limite contigüe avec la société NSG est supérieur à 60 dB(A) en période de nuit.

Etant donné que le bruit résiduel est supérieur à 60 dB(A), la société PAVAFRANCE se trouve dans l'impossibilité de respecter son arrêté préfectoral sur ce point et sollicite la modification de la valeur limite du bruit en période de nuit

3 ANALYSE

3.1 Les modifications et les améliorations des installations

Les modifications apportées permettent d'utiliser des technologies environnementales plus performantes que celles envisagées dans le dossier de demande d'autorisation et facilitent également les conditions d'exploitation.

D'un point de vue administratif, les modifications des installations n'apporte pas de changement de classement au titre de la nomenclature des installations classées. En revanche, seule la quantité maximale de MDI autorisée sur le site au titre de la rubrique 1158 est modifiée.

Elles n'entraînent pas de danger nouveau sur le site. L'étude des dangers, version 2011, a conduit à la détermination de phénomènes dangereux, à la quantification de leurs effets et des distances associées. Les installations concernées par ces phénomènes dangereux n'ont pas été modifiées, les zones d'effets restent inchangées.

En ce qui concerne les impacts, certaines modifications, telles que le déplacement, l'ajout de cheminées et de dispositifs de dépoussiérage, ainsi que la création de voirie supplémentaire, entraînent des évolutions au niveau des rejets aqueux et atmosphériques, détaillées ci-dessous.

➤ Augmentation du stockage de MDI

L'arrêté préfectoral n°322/2012 du 29 février 2012 autorise le stockage de MDI en deux cuves aériennes de 30 m³ soit un stockage total de 74 t.

Lors de la modification de ses installations, l'exploitant a remplacé les deux cuves existantes par deux cuves aériennes de 40 m³ chacune. La quantité maximale de MDI stockée sur le site est passée de 74 t (2 x 30 m³) à 99 t (2 x 40 m³).

Cette évolution ne modifie pas le régime de classement de l'installation au titre de la rubrique 1158, celle-ci reste soumise à autorisation.

L'augmentation du volume de stockage de MDI n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients nouveaux mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. Cette modification n'est pas considérée comme notable et ne nécessite pas le dépôt d'un dossier de modification.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire modifie l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 322/2012 du 29 février 2012 relatif aux activités de la société en autorisant le stockage maximal de 99 t de MDI sur le site, réparti en deux cuves aérienne de 40 m³.

➤ **Rejet aqueux**

Le filtre laveur nécessite des appoints en eau propre pour le traitement des poussières, le nettoyage du filtre de recyclage de l'eau, ainsi que le refroidissement du groupe hydraulique. Cette consommation supplémentaire d'eau n'entraîne pas d'augmentation de la valeur limite de consommation de 200 m³/j fixée par l'arrêté préfectoral n° 322/2012 du 29 février 2012.

Les effluents industriels sont composés :

- des eaux d'égouttage (humidité contenue dans les plaquettes),
- des eaux condensées utilisées pour la production industrielle,
- des eaux expurgées du filtre laveur,
- des eaux de refroidissement du groupe hydraulique.

Le débit d'eau rejeté est augmenté du débit d'eau du filtre laveur mais surtout des eaux d'égouttage contenues dans les plaquettes de bois. Le volume d'eau a été sous estimé au dépôt du dossier, et peut atteindre aujourd'hui 50 m³/j.

Le débit maximum journalier s'élève donc à 250 m³/j (200 m³/j de consommation + 50 m³/j d'eau d'égouttage)

Le filtre laveur étant utilisé pour épurer les vapeurs d'eaux issues de la production, les eaux condensées sont susceptibles d'être chargées en polluants contenus dans la vapeur, soit des poussières soit des composés organiques volatiles (COV) provenant du bois.

Ces eaux industrielles sont acheminées à la station d'épuration de NORSKE SKOG.

L'apport généré par PAVAFRANCE n'entraîne pas une augmentation significative de la charge totale traitée par la station, de plus celle-ci reste inférieure à sa capacité d'épuration. La société NORSKE SKOG est d'accord pour accepter cette charge supplémentaire sur leur station.

Le flux supplémentaire d'eaux pluviales généré par l'augmentation des surfaces imperméabilisées a été pris en compte dans le dimensionnement du réseau d'assainissement, ainsi que du bassin de régulation d'un volume de 4 000 m³ et du séparateur d'hydrocarbures. Les modifications n'ont donc pas d'incidence sur la gestion des eaux pluviales.

➤ **Rejets atmosphériques**

Afin de réduire ses rejets à l'atmosphère et réintégrer un maximum de fibres dans le circuit de fabrication PAVAFRANCE a procédé à l'ajout d'installations de dépoussiérage renvoyant les fibres dans un silo de 200 m³. Ces installations modifient les points de rejets.

La nouvelle organisation des rejets atmosphériques, ainsi que les caractéristiques des cheminées (hauteur de l'émissaire, diamètre, débit maximal, vitesse d'éjection...) ont été reprises dans le projet d'arrêté complémentaire ci-joint afin d'actualiser et de remplacer celles figurant à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 233/2012 du 29 février 2012.

3.2 La diminution de la fréquence d'analyse des rejets atmosphériques

L'arrêté préfectoral n° 233/2012 du 29 février 2012 impose une mesure trimestrielle des rejets atmosphériques. Au vu du coût des analyses et des deux dernières campagnes de mesures, la société PAVAFRANCE sollicite de passer à deux mesures par an au lieu des quatre.

La modification des installations a également permis de diminuer les flux émis de tous les paramètres réglementés à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 233/2012 du 29 février 2012. Cette diminution s'élève à 1,5 kg/h pour les poussières et 10,25 kg/h sur les composés organiques volatiles non méthaniques (COVNM). Les résultats des campagnes de mesures de 2013 et 2014 sont joints en annexe.

Au vu des résultats d'analyses, le service de l'inspection considère qu'il est acceptable de réduire la fréquence de mesure à deux analyses par an au lieu des quatre prescrits.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint modifie l'article de 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 233/2012 relatif à la surveillance des rejets atmosphériques en prescrivant la réalisation de 2 campagnes d'analyses par an.

3.3 La modification des COV analysés

Concernant les rejets atmosphériques, l'arrêté préfectoral n°233/2012 du 29 février 2012 impose de réaliser une mesure, concentration et flux, sur les COV suivants :

- COV non méthaniques,
- la somme massique des COV de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998,
- la somme massique des COV à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61,
- la somme massique des COV halogénés à phrases de risque R40 ou R68.

Le process de fabrication n'emploie pas à des fins de production de substance citées dans l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

L'exploitant a réalisé, en 2013, une recherche des COV. Cette recherche des COV spécifiques a porté sur une liste de 224 molécules recensées et potentiellement présentes sur le site. Les analyses ont révélé uniquement la présence de 7 molécules avec une concentration supérieure à la limite de quantification. Parmi ces 7 molécules trouvées, seules 3 figurent dans la liste des COV de l'annexe 3 de l'arrêté du 2 février 1998, le Formaldéhyde, l'Acétaldéhyde et le Triéthylamine.

Au vu du process et des résultats d'analyses, il ne semble pas nécessaire de réaliser des campagnes de mesure sur l'ensemble des COV prescrits dans l'arrêté préfectoral n° 233/2012 du 29 février 2012.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire modifie les COV à analyser. Il prévoit que seuls les COV suivants seront analysés dans les rejets atmosphériques :

- **COV non méthanique (COVNM),**
- **la somme massique du Formaldéhyde, de l'Acétaldéhyde et du Triéthylamine (COV présents sur le site et dans l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998).**

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire prévoit également des valeurs limites de rejets en flux et en concentration relatif à ces paramètres.

3.4 La modification de la valeur limite de bruit en période de nuit

Le dossier de demande d'autorisation de 2011 indiquait un bruit résiduel de 63,5 dB(A) en période de nuit en limite de propriété. Afin de corroborer ces dires, la société PAVAFRANCE a fait réaliser des mesures du bruit en juin et juillet 2013 par la société ICF France.

D'après les rapports de mesures, des dépassements de niveaux sonores sont constatés sur deux points sur la limite contigüe avec la société NORSKE SKOG. Les résultats des mesures sont repris dans le tableau ci-dessous.

Points de mesure	Mesures du bruit en limite de propriété et en période de nuit réalisées en		Mesures du bruit résiduel (installation à l'arrêt) en juillet 2013 dB(A)	Valeur limite fixée dans l'arrêté préfectoral n° 233/2012 du 29/02/2012 modifié en dB(A)
	juin 2013 en dB(A)	juillet 2013 en dB(A)		
Ouest (Pt 1)	60,0	-	46,5	60
Nord (Pt 2)	64,5	62,5	63,5	
Est (Pt 3)	62,0	61,0	52,0	
Sud (Pt 4)	45,0	-	51,0	

Un plan de localisation des points est joint en annexe 2.

Les points de mesures 2 (Nord) et 3 (Est) sont situés sur la limite contigüe avec la société NSG.

D'après les résultats, on constate que le bruit résiduel au niveau des limites contigües avec la société NORSKE SKOG est supérieur à la valeur limite de 60 dB(A). Par conséquent la société PAVAFRANCE est dans l'impossibilité de respecter l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral n° 233/2012 du 29 février 2012 modifié.

Le service de l'inspection des installations classées propose de modifier l'article 6.2 de l'arrêté préfectoral n° 233/2012 du 29 février 2012 modifié par « *Le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite, notamment en limite Nord et Est du site côté NORSKE SKOG GOLBEY.* »

Cette prescription est reprise dans le projet d'arrêté complémentaire ci-joint.

4 AVIS ET PROPOSITION DE L'INSPECTION

Après analyse du dossier, il apparaît que la modification des installations et les modifications des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 322/2012 du 29 février 2012 ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'Environnement. Ces modifications ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article R. 512-33 du Code de l'Environnement et ne nécessitent pas le dépôt d'un dossier soumis à enquête publique.

Eu égard à ce qui précède et considérant les dispositifs de prévention mis en œuvre sur le site, l'inspection des installations classées émet un avis favorable à la demande du pétitionnaire, sous réserve du respect par l'exploitant des prescriptions du projet d'arrêté complémentaire joint au présent rapport.

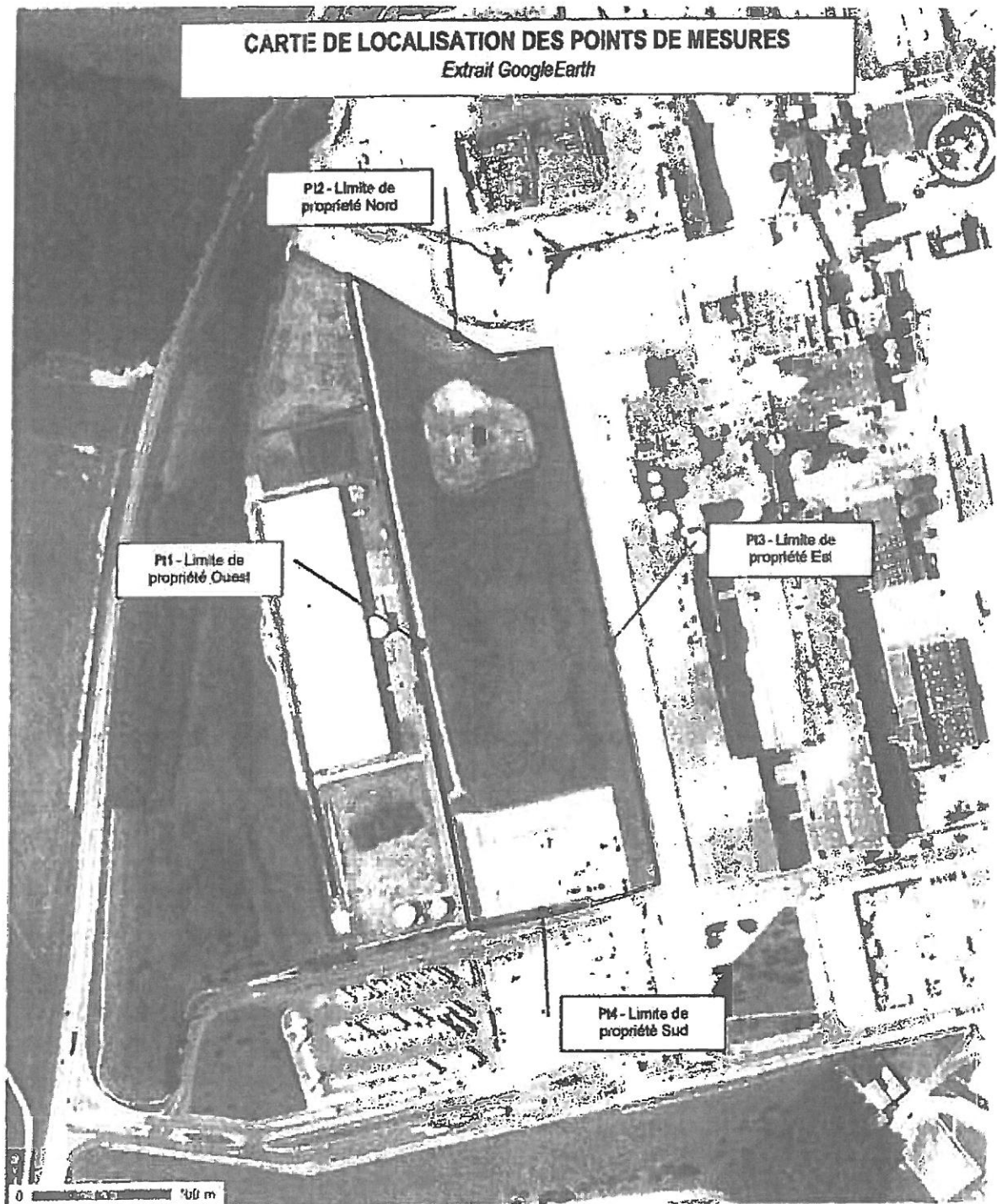
Nous proposons, en application de l'article R. 512-25 du Code de l'Environnement, que le présent rapport et le projet d'arrêté ci-annexé soient soumis à l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Annexe 1 :
Résultats des campagnes de mesures des rejets atmosphériques

Concentrations Instantanées (mg/Nm3)	Séchoir			Conformation et mise en presse						Cyclone encollage		Filtre de dépoussiérage				
	Mesures		VLE	1		2		VLE				Mesures		Mesures		VLE
	sept-13	juil-14	sept-13	juil-14	sept-13	juil-14	sept-13					juil-14	sept-13	juil-14		
Poussières	<1,3	<0,8	40	<1,0	<1,2	<1,3	<0,86	40	<0,9	<0,4	<1,4	<0,88	<0,88	10		
COVNM	<7,1	25,5	110	<1,9	7	<5,3	6	110	-	3	-	-	-	-		
COV totaux	6,2	26,8	-	<2,1	9	<4,3	7	-	-	4,5	-	-	-	-		
Somme massique des COV à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61	<0,27	-	2	<0,17	-	<0,18	-	2	-	-	-	-	-	-		
Somme massique des COV halogénés à phrases de risques R40 ou R68	0,7	3,155	20	<0,58	6,3	10,6	5,8	20	-	-	-	-	-	-		

Flux (kg/h)	Séchoir		Conformation et mise en presse						Cyclone encollage		Filtre de dépoussiérage				Flux totaux	
			1		2		VLE									
			Mesures	VLE	Mesures	Mesures										
	sept-13	juil-14	sept-13	juil-14	sept-13	juil-14	sept-13	juil-14	sept-13	juil-14	sept-13	juil-14	sept-13	juil-14		
Poussières	< 0,212	< 0,146	5,8	< 0,072	< 0,041	< 0,078	< 0,037	1,6	< 0,005	< 0,003	< 0,064	< 0,068	0,9	0,431	0,285	
COVNM	< 1,153	4,434	15,95	< 0,140	0,531	< 0,311	0,188	4,4	-	0,188	-	-	-	1,604	5,487	
COV totaux	1,007	4,861	-	< 0,152	0,291	< 0,254	0,033	-	-	0,033	-	-	-	< 15kg/h	< 15kg/h	
Somme massique des COV à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61	< 0,01	-	0,29	< 0,01	-	< 0,01	-	0,08	-	-	-	-	-	1,413	-	
Somme massique des COV halogénés à phrases de risques R40 ou R68	0,03	0,608	2,9	< 0,04	0,2025	0,62	0,2472	0,8	-	-	-	-	-	0,03	-	
														0,69 (< 2kg/h)	1,36 (< 2kg/h)	

Annexe 2



Projet d'arrêté complémentaire modifiant l'arrêté préfectoral n° 233/2012 du 29 février 2012 autorisant la société PAVAFRANCE à exploiter une installation de production de panneaux isolants en fibres de bois sur le territoire de la commune de GOLBEY

Le Préfet des Vosges
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles R. 512-31 et R. 512-33 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°233/2012 du 29 février 2012 autorisant la société PAVAFRANCE à exploiter une installation de production de panneaux isolants en fibres de bois sur le territoire de la commune de GOLBEY ;
- Vu la demande du 13 juillet 2012 complétée le 18 avril 2014 de la société PAVAFRANCE concernant la modification de ses installations par rapport au dossier de demande d'autorisation ;
- Vu la demande du 11 mars 2014 complétée le 23 septembre 2014 de la société PAVAFRANCE concernant la modification des articles 3.2.3 et 9.2.1.1 relatifs aux composés organiques volatiles de son arrêté préfectoral n° 233/2012 du 29 février 2012 ;
- Vu la demande du 23 avril 2014 de la société PAVAFRANCE concernant la modification de l'article 6.2 relatif aux niveaux acoustiques de son arrêté préfectoral n° 233/2012 du 29 février 2012 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du XXXXXX 2014 ;
- Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques du 24 février 2015 ;
- Considérant que les modifications apportées aux installations de la société PAVAFRANCE à GOLBEY ne constituent pas de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du Code de l'Environnement ;
- Considérant que les modifications apportées privilégient des technologies environnementales plus performantes ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'arrêté préfectoral n° 233/2012 du 29 février 2012 autorisant la société PAVAFRANCE à exploiter une installation de production de panneaux isolants en fibres de bois sur le territoire de la commune de GOLBEY est modifié comme suit :

Article 2 :

La ligne du tableau décrivant les activités soumises à la rubrique 1158 de l'article 1.2.1 est remplacé par :

Rubrique	Alinéa	Libellée de la rubrique	Volume autorisé	Régime
1158	B-1	Emploi ou stockage de diisocyanate de diphénylméthane (MDI), la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 20 t	Deux cuves aériennes de 40 m ³ chacune Quantité totale = 99 t	A

Article 3 :

L'article 3.2.2. – Conditions de rejet est remplacé par :

« Phrase caractéristique, débit nominal maximal et vitesse d'éjection minimale.

Nom de l'émissaire	Hauteur (m)	Diamètre (m)	Traitement avant rejet	Débit maximal en Nm ³ /h	Vitesse minimale d'éjection (m/s)
Séchoir	52	2	Cyclone Filtre laveur	160 000 (gaz humide)	8
Conformation et mise en presse 1	52,5	0,99	Filtre	60 000	8
Conformation et mise en presse 2	52,5	0,99	Filtre	60 000	8
Cyclone encollage	9,5	0,4	Cyclone	9 000	8
Filtre de dépoussiérage	31,5	1,6	Manches filtrantes	100 000	8

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour le séchoir où le débit est exprimé sur gaz humide. »

Article 4 :

L'article 3.2.3 – Valeurs limites des concentrations et des flux dans les rejets atmosphériques est remplacé par :

« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour le séchoir où les résultats sont exprimés sur gaz humide ;
- à des teneurs en oxygène de 21 %.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Séchoir	Conformation et mise en presse		Cyclone encollage	Filtre de dépoussiérage
		1	2		
Poussières	20	20	20	20	10
COVNM	35	35	35	35	/
Somme massique Formaldéhyde Acétaldéhyde Triéthylamine (COV Annexe III - AM 02/02/98)	13	10	10	22	/

Flux en KG/h	Séchoir	Conformation et mise en presse		Cyclone encollage	Filtre de dépoussiérage
		1	2		
Poussières	3,2	1,2	1,2	0,2	1
COVNM	5,6	2,1	2,1	0,3	/
Somme massique Formaldéhyde Acétaldéhyde Triéthylamine (COV Annexe III - AM 02/02/98)	2	0,6	0,6	0,2	/

Article 5 :

L'article 4.3.8 – Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans la station d'épuration de NORSKE SKOG GOLBEY est remplacé par :

« L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans la station de NORSKE SKOG GOLBEY, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Paramètres	V.L.E	
	Concentrations (mg / L)	Flux (kg / j)
MES	7 400	1850
DBO ₅	2 820	705
DCO	9 410	1176

	Moyenne annuelle (m ³ / j)	Maximum journalier (m ³ / j)
	j)	j)
Débit	200	250

Article 6 :

L'article 6.2 – Niveaux acoustiques est complété comme suit :

« Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanche et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite, notamment en limite Nord et Est du site côté NORSKE SKOG GOLBEY. »

Article 7 :

L'article 9.2.1.1 – Surveillance des rejets atmosphériques est remplacé par :

« L'exploitant fait réaliser, deux fois par an, par un organisme agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées une analyse des rejets atmosphériques de ses installations portant sur les paramètres réglementés à l'article 3.2.3 modifié. »

Article 8 :

L'article 9.2.1.2 – Mesures comparatives est supprimé.

ARTICLES D'EXECUTION